

# la Vérité

## ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 16. — 27 Décembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

### LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA FINANCE AMERICAINE

#### A propos de la démission de Hilferding

La social-démocratie allemande est dans une situation difficile que lui créent les nationalistes. La social-démocratie se fait l'agent de pénétration directe du capital américain en Allemagne par l'intermédiaire des organes de l'Etat, tandis que les partis nationalistes prétendent profiter du capital américain pour renforcer et étendre le pouvoir des banques et de la grande industrie allemandes sur l'Etat. Le conflit qui vient de s'élever entre le ministre des finances Hilferding et le président de la Reichsbank n'a pas d'autre sens.

L'un et l'autre ont approuvé et accepté le plan Young, qui règle le passif de l'Allemagne après la dernière guerre et répartit entre les Alliés les parts définitives qu'ils prélèvent sur l'économie allemande. Cependant, les prétentions du travailliste d'empire Snowden, à la Conférence de La Haye, chargée de traduire dans le langage politique les recommandations du plan Young, ont forcé le gouvernement social-démocrate allemand à accepter plusieurs aggravations des paiements allemands prévus par le plan Young.

Ce fait coïncide avec une situation difficile de la trésorerie allemande. Le docteur Schacht en a profité pour commencer une attaque violente contre Hilferding et le gouvernement Müller. Dans un long mémorandum, il s'est élevé contre les prétentions de la Conférence de La Haye, pour le respect des dispositions primitives du plan Young, et enfin il réclame pour les banques allemandes le droit de prêter au gouvernement l'argent dont il a besoin. C'est sur ce sujet que l'objet de la querelle apparaît clairement.

Hilferding avait obtenu de la banque américaine Dillon-Read la conclusion d'un emprunt de 450 millions de marks destinés à couvrir un déficit avoué, au taux de 7,50 %. Mais cet emprunt ne peut être réalisé parce que Schacht, président de la Reichsbank, refuse les garanties que réclame Dillon-Read pour conclure. Schacht propose aussi une solution qui vient de l'emporter sur celle de Hilferding. Il propose la création d'un fonds d'amortissement de 450 millions de marks, somme qui serait avancée par un consortium de banques allemandes. Mais bien que cette somme soit directement prêtée par les banques allemandes, c'est en réalité Morgan, banquier américain, qui, par l'intermédiaire des financiers allemands, sera le vrai prêteur. Le projet de Schacht a été adopté par le Reichstag par 255 voix contre 131.

En somme, c'est une querelle qui se développe sous la haute direction du capital américain, lequel prêle d'une main ou de l'autre, selon les circonstances, mais toujours à un taux d'intérêt élevé. De la main gauche, il prête directement au gouvernement social-démocrate. Hilferding se vante déjà d'avoir sauvé la situation, il y a quelques mois, en

afferlant le monopole des allumettes à un trust suédo-américain, puis en augmentant l'impôt sur la bière et le tabac. Maintenant, il veut avoir recours directement aux banquiers américains. Il se conduisait en bon social-démocrate, se faisant le docile instrument du capital financier américain, pour les masses par un pseudo-programme social qui sert de paravent à la renaissance économique, sous l'égide américaine, de la bourgeoisie allemande, pour aboutir en fin de compte à réduire l'indemnité des chômeurs et à augmenter l'impôt sur la bière.

Schacht reçoit la manne yankee de la main droite de Morgan. Il consent, bien entendu, à utiliser le capital américain, mais à condition que les banques allemandes soient les premières à en profiter, et qu'il soit un soutien direct à l'industrie et à la finance allemandes. Schacht accepte le plan Young comme il a accepté le plan Dawes, c'est-à-dire parce qu'il comprend que la reconstruction économique de la bourgeoisie allemande est liée à l'obtention de crédits américains ; mais, en prévision de cette reconstruction et du nouvel essor de l'impérialisme allemand, qu'il croit possible, il refuse de laisser asservir directement l'Etat par le capital étranger, et réclame cet honneur pour les banques allemandes.

A la veille de la deuxième conférence de La Haye, la victoire de Schacht sur Hilferding ne signifie aucun changement d'orientation dans la politique de l'impérialisme allemand vis-à-vis de l'Amérique ou de l'Europe. Mais elle montre que la manière dont l'Amérique saura asseoir sa puissance en Allemagne a une grosse importance pour la masse prolétarienne et petite-bourgeoise ; parce que suivant les cas, elle aidera un gouvernement bourgeois à tournure social-démocrate, ou populiste, ou nationaliste. La masse ouvrière allemande est profondément exploitée et sa misère s'accroît de jour en jour. La situation des chômeurs est désespérée et provoque chaque jour des mouvements spontanés de révolte. Les Etats-Unis ont de gros capitaux engagés en Allemagne et de gros intérêts à toucher. Ils souhaitent donc que l'Allemagne conserve la stabilité dans la servitude. Mais cette servitude, la social-démocratie se dispute avec les autres partis l'honneur de l'imposer aux classes travailleuses allemandes. Dillon-Read était prêt à avancer des fonds à Hilferding. L'opposition de la Reichsbank ne le permit pas, mais offrit à Morgan une nouvelle occasion de prêter à 8 % de l'argent aux banques. Le capital financier allemand remporte une victoire sur la finance petite-bourgeoise, mais c'est au fond Hoover qui montre à chacun que ce qui est encore plus assuré que le capital allemand d'Etat ou privé, grand ou petit, c'est son propre pouvoir sur le maché mondial.

L'Humanité n'a pas manqué de fournir des

interprétations fantaisistes de ces événements. Le 23 décembre, elle écrit : « [Hilferding] s'est adressé à la haute banque américaine ; celle-ci a naturellement opposé un refus, puisque, aussi bien, son homme de confiance, son mandataire n'est autre que Schacht lui-même, lequel, de toute évidence, a déclenché son offensive d'hiver sur l'injonction du capital yankee... »

« Les ministres allemands ont bien songé, dit-on, à créer un fonds d'amortissement, mais nul ne sait, à vrai dire, comment il pourrait être alimenté. »

C'est ainsi que l'Humanité « renseigne » ses lecteurs. Le passage cité accumule trois erreurs. 1°) La finance américaine n'a nullement opposé un refus à Hilferding ; Dillon-Read avait accepté l'emprunt, mais c'est Schacht qui l'a empêché ; 2°) Schacht est moins qu'Hilferding docile aux injonctions des Etats-Unis et, par suite, beaucoup moins son mandataire auprès des masses que le social-démocrate ; 3°) Le fonds d'amortissement était parfaitement prévu et constitué par les banques allemandes avant que Schacht déclenche son offensive. Le projet est déjà adopté par le Reichstag.

Cet exemple tout à fait caractéristique fait saisir sur le vif pourquoi le journal du parti est toujours incapable de comprendre les événements, pourquoi il trompe les travailleurs, et pourquoi, en définitive, il est de plus en plus nécessaire de lui opposer une critique constante.

Un événement international nous le montre d'une manière particulièrement nette. Mais il en est de même pour à peu près tous les événements. Il serait temps d'en finir avec des erreurs qui ne sont pas le fait du hasard, mais découlent de l'incapacité radicale des dirigeants du parti et de son journal à comprendre la situation et à prévoir ses développements.

#### LIRE EN :

2° page :

Un parti « ouvrier-paysan » ?

3° page :

Lettre d'Angleterre : Toujours le charbon.

Les concessions étrangères eu U.R.S.S.

4° page :

Le mois économique

5° page :

Anniversaire du putsch de Canton

6° page :

L'exclusion de Gorkin

7° page :

La vie ouvrière

# LA SEMAINE

## Clément acquitté.

Après dix mois de cellule, l'ouvrier communiste Clément est libre. Il avait été arrêté sur une dénonciation hasardeuse lors de la bagarre provoquée par la police à l'entrée de la conférence régionale de Cligny, au cours de laquelle un agent avait été mortellement frappé. La justice démocratique le maintint en prison et le poursuivit, bien qu'aucune preuve de sa responsabilité personnelle ne fût recueillie. Au procès le chef de la police, Benoist, eut l'audace sinistre de demander sa condamnation en affirmant que deux mouchards placés par lui dans le parti lui avaient donné un signalement correspondant à celui de Clément. Benoist jetait avec un cynisme tranquille sa parole de policier dans le plateau de la balance de la justice bourgeoise.

On vit témoigner le brigadier de police Lamant qui, sous le nom de Journa, fut secrétaire de rayon de la région parisienne. Le régime actuel du parti avait permis à ce lâche et à ce traître d'occuper un poste d'observation et de provocation malgré la défiance des militants qui l'en touraient, sans leur contrôle et à leur insu.

Clément n'avait pas frappé. Il était trop difficile aux policiers de tout rang comme à leur chef au langage plus choisi, l'avocat général, d'avancer quoi que ce soit de précis contre lui. L'habitude professionnelle de ses avocats fit le reste. Mais le procès qui intéresse les travailleurs, c'est celui des policiers qui vinrent provoquer par leur exhibition, leurs insolences et leurs violences, des ouvriers rassemblés sous la garantie de leur soi-disant infatigable pour tout le monde. C'est le procès du ministre et de la classe qui envoie ses policiers dissimulés à l'intérieur du parti ou insolentement menaçants à ses portes jusqu'à faire maltraiter la violence pour faire tomber le sang ouvrier et emprisonner les meilleurs d'entre eux. Qu'un ouvrier ainsi attaqué par les policiers de la classe ennemie ait frappé ou non, tous les ouvriers doivent se sentir à ses côtés contre des brutalités, les provocations et la violence égale de la classe opprimante.

## Budget de l'Intérieur et Budget de la Justice

C'est, dans l'ensemble, le budget de police de la bourgeoisie. La part dévouée à combattre des organisations révolutionnaires y prévaut de plus en plus. Elle enflé démesurément. Les fonds secrets, c'est-à-dire l'argent réservé aux plus touchés besoins ; à l'achat des traitres et à l'entretien des mouchards, passe de un million et demi à quatre millions. Huit cent huit millions sont accordés à la Sûreté générale. L'armée des policiers d'Etat, des gardes républicains, des gardes mobiles, des gendarmes, atteindra 60.000 hommes de troupes de choc, prête à tout, dans les mains du gouvernement. Le système de la police d'Etat, police centralisée et militarisée, réservé jusqu'ici aux plus grandes agglomérations va être étendu à de nombreux départements. Les gardes mobiles continueront à constituer pour l'Etat une troupe de combat faite à déplacer selon les besoins des grèves ou de l'agitation ouvrière. Le tout sera équipé, armé, modernisé. L'harmonie sociale continuera à être imposée à la classe ouvrière à grand renfort de brutes esquises et bottées.

Le budget de la justice est le subsidé de cette magistrature qui s'identifie de plus en plus avec les services de police. Si les habitudes, les mœurs, la façon de bien penser ne rattachaient pas assez les juges à la classe maîtresse et à la défense de ses intérêts, il suffirait de la nécessité de l'avancement, des honneurs, de la suprématie du parquet et du ministère pour les domestiquer absolument. Ils sont aux ordres du pouvoir et assurent la répression sur le dos et dans la chair des classes laborieuses. En face de cette Justice, chienne de garde de l'accumulation bourgeoise, Berthoin qui, en fait de marxiste, représente à peu près un républicain bon teint, s'en tint à des critiques de détail sur la présence des ouvriers dans les jurys.

## La conférence navale et les champions socialistes de l'impérialisme.

La conférence navale va réunir les représentants des grandes puissances à Londres pour contenir la course aux armements sur mer. En réalité, c'est l'occasion pour les impérialismes

les plus puissants d'imposer par la manière diplomatique leurs volontés et le moyen de concilier la loi des économies avec la croissance des armements. Les deux impérialismes les plus puissants, les colosses des armées de mer, l'Amérique et l'Angleterre ont déjà réglé leurs affaires en tête-à-tête. Il s'agit maintenant d'imposer aux puissances secondaires, France, Italie et Japon, le barème qui leur convient. C'est l'occasion pour la France et l'Italie de mesurer leurs antagonismes et leurs puissances. La France invoque naturellement la nécessité de défendre et de protéger ses possessions d'outre-mer. L'Italie fait avec pétulance ses débuts de grande puissance. Elle répond par la nécessité d'assister ses émigrés (« un empire colonial d'un genre particulier »).

Malgré quelle se tienne contre une rivalité de moindre importance, la France se présente à Londres sous les auspices défavorables. Cela s'est fait sentir à la Chambre à l'occasion de la discussion du budget de la marine. Les intérêts véritablement de l'impérialisme français ont trouvé un champion valeureux dans la personne d'un social-démocrate : Paul Boncour. Le leader socialiste qui manqua d'une courte tête la charge de président le gouvernement de la bourgeoisie française fit un discours de candidat qui s'offre à en tenir, plus haut et plus ferme que quiconque, le drapeau. Les thèses de l'interdépendance des armements, de la priorité des conférences de Genève ou l'impérialisme français s'appuie sur les petits Etats qu'il stipendie, il les défendit avec vigueur. Il se félicita de recueillir l'approbation bienveillante de tous les partis. Et, en effet, il la recueillit. Il parla très fort de la volonté du pays, de la volonté du Parlement dont il éparilla la délégation française. Il réclama la défense vigoureuse des intérêts vitaux du pays et proposa l'exemple de Snowden. Après Müller, après Snowden, la II<sup>e</sup> internationale a fourni à la France aussi un vaillant champion des « intérêts vitaux » de l'impérialisme. La bourgeoisie française, dont les représentants applaudissaient tous le candidat-président, en prend de la graine. Mais les mineurs du Tarn, dont Boncour est élu, ont sans doute un goût moins prononcé pour les croiseurs cuirassés et les pompes des conférences internationales.

## La grâce de Daudet.

Les leaders des partis bourgeois de gauche, Herriot et Daladier sont allés en compagnie de Marin et de Mandat, solliciter la grâce de Daudet, le leader forcené de la patrie. Le besoin de cette démarche se faisait sentir ; le provocateur rotte des jours gastronomiques en Belgique. Mais, malgré les injures d'antan, le leader royaliste appartient au même monde, aux mêmes salons, à la même culture que l'universitaire Herriot. La solidarité d'hommes de lettres et de politiciens, que ne sépare après tout qu'une divergence d'opinion politique, les réunît.

Par un balancement obligatoire, ils demandent mollement l'amnistie pour les communistes. Herriot a étudié, sous des prétextes juridiques, cette seconde demande. Une amnistie ? La douche écossaise des condamnations arbitraires alternant avec une amnistie de temps à autre, c'est aussi un procédé pour tenter de briser et d'énerver la résistance prolétarienne en limitant les répercussions dans les masses travailleuses. Cela permet à un gouvernement d'aller, toujours plus loin, toujours plus fort dans la répression.

# Un nouveau "Parti ouvrier-paysan" ?

La clique Sellier, Gélis et Cie, que nous avons dénoncée dès ses premiers agissements, que nous avons combattue dans le parti communiste comme nous le combattons hors du parti, vient de se constituer en « parti ouvrier-paysan ». Cette bouffonnerie est, pour ses auteurs qu'un sens : conserver, en vue de la clientèle électorale, l'étiquette qui les a fait élire, celle du bloc ouvrier et paysan.

C'est dimanche dernier que s'est tenue à Cligny la réunion constitutive de ce parti. Nous ne connaissons pas encore le détail des délibérations, ni les textes qui ont été élaborés. Mais nous n'avons pas attendu la constitution du nouveau parti pour dire ce qu'il fallait penser de la politique des « élus », et nous n'attendrons pas plus pour donner à nos camarades quelques appréciations sur le nouveau parti.

Il faut d'abord signaler le caractère absolument équivoque de sa constitution. Il est déjà patent qu'une forte partie de la minorité syndicale, championne de « l'indépendance du syndicalisme » participe activement au travail de constitution du parti de Sellier. Devez-vous préside ses réunions. Ensuite, les pourparlers commiques et amicaux avec l'union socialiste-communiste de Paul Louis, leader politique de Monde, sont très indicatifs. Enfin la participation du député alsacien Mourer, la sympathie affichée du journal des communistes — autonomistes alsaciens (groupe Hueber) — auquel Fourrier, du Libérateur, collaborait activement — l'amalgame de Villamaud, maire de Saint-Denis, de Chasseigne, soudainement disparu de l'activité du parti communiste — on ignore pourquoi, contribuent à donner à ce nouveau parti un caractère accusé de fusionisme, du reste indigne aussi que sa carrière sera courte.

Divers journaux ont déjà reproduit des extraits de la déclaration qui sera faite par le parti. On y trouve à peu près tout ce qu'il faut pour préparer une rentrée modeste dans les eaux de la social-démocratie. Dans un langage qui veut être habile, on relève contre le parti communiste des critiques faites depuis longtemps par l'opposition, alors que les « ouvriers-paysans » d'aujourd'hui couvraient toute l'activité de la direction du parti. Et naturellement on s'en prend avant tout, comme tout bon droitier, à la tactique électorale dite « classe contre classe », dont « à défaut de la seule raison (l) l'expérience prouve aujourd'hui qu'elle a sans profit pour le parti lui-même, consolidé au pouvoir la pire bourgeoisie de droite ». En fin de compte on estime qu'il y a une place à occuper entre le communisme et le socialisme, c'est-à-dire dans un marais particulièrement malséant.

Nous attendrons ce nouveau parti à ses déclarations et à ses actes. Mais nous voyons déjà — et c'était clair depuis toujours — qu'il prend un chemin qui tourne le dos, non seulement au parti communiste, que les « ouvriers-paysans » d'aujourd'hui ont mené là où il est, et qu'ils abandonnent au moment où le profit y devient trop mince pour eux, — mais au communisme tout court. Il retombe dans le marécage de l'électorisme petit bourgeois où poussent des Paul Louis et des Sellier.

Un certain nombre de camarades essayeront peut-être, momentanément, de le suivre. Nous les appelons à se ressaisir, à abandonner la confusion, à venir renforcer les rangs de l'opposition de gauche. Pour nous il n'y a pas de terrain neutre entre le socialisme et le communisme. Nous voulons combattre sur le terrain historique qui est celui du communisme international, et, tant que c'est indispensable, travailler à dénoncer les fautes, les erreurs, les crimes de l'Internationale communiste et des cadres de notre parti — même à travers ceux qui les quittent aujourd'hui après en avoir assumé sans mot dire toutes les responsabilités.

## IL FAUT LIRE

LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S.  
ET L'OPPOSITION  
par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

### EN SOUSCRIPTION

Pour paraître prochainement

## L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE



Un volume de près de 600 pages  
Prix actuel : 15 fr. franco.

Lettre d'Angleterre

## TOUJOURS LE CHARBON

Les salaires comparés des mineurs

Londres, 23 décembre.

La question du charbon est de nouveau à l'ordre du jour. A l'occasion du débat sur le projet gouvernemental aux Communes, les journaux ont publié de nombreux articles dans lesquels ce problème toujours renaissant est examiné sous ses divers aspects. Une grande place est faite bien entendu à la durée de la journée de travail et aux salaires des mineurs, car les propriétaires de charbonnages affirment que ce sont les trop hauts salaires payés aux mineurs britanniques qui les handicapent dans la lutte contre les concurrents étrangers.

Le président de l'Association minière de Grande-Bretagne, M. Evan Williams, dans une lettre adressée au *Times*, affirme que malgré la loi votée au lendemain de la grève générale et de la grande défaite des mineurs, la semaine de travail est encore ici moins longue qu'ailleurs. D'après les chiffres qu'il cite, elle serait de 47 heures 28 minutes (on sait que dans certains bassins, la journée est seulement de 7 heures et demie), tandis que le mineur allemand travaille 49 heures et demie dans le district d'Aix-la-Chapelle et 48 heures dans celui de la Ruhr, le mineur belge 48 heures, le mineur polonais 48 h. 12 dans la Haute-Silésie et 49 heures dans la Dombrowa. En France, la moyenne serait seulement de 46 h. 42.

En ce qui concerne les salaires, il affirme que le salaire réel d'un mineur en Grande-Bretagne serait sensiblement plus élevé que dans tous les pays du continent : 18 0/0 plus élevé qu'en Allemagne, 47 0/0 plus élevé qu'en France 39 0/0 plus élevé qu'en Belgique et 67 0/0 plus élevé qu'en Pologne. La France viendrait donc sur ce point en très mauvais rang. Je pense que vous devriez examiner attentivement cette question, vérifier les chiffres donnés par M. Evan Williams, car s'ils sont exacts, il me semble qu'il y aurait là, pour les mineurs français la base d'une action vigoureuse en faveur d'un sérieux relèvement des salaires.

La discussion du projet gouvernemental aux Communes a été mouvementée. On sait qu'il n'a trouvé qu'une majorité de 8 voix, et encore ne s'agit-il pas de l'adoption définitive ; c'était seulement la deuxième lecture et il doit faire encore l'objet d'un débat approfondi. Ce n'est pourtant pas cela le plus important. Les libéraux ayant décidé de voter contre, il aurait dû n'avoir pas de majorité du tout. Mais comme aucun parti ne veut d'élections générales au moment, les conservateurs épargnent les défaites au gouvernement de Mac Donald en s'abstenant partiellement.

Ce qui a caractérisé ces débats, c'est la brutalité des critiques des orateurs, conservateurs et libéraux et le ton sur lequel ils les ont formulées : cela, bien plus que le vote, fut humiliant pour le gouvernement.

Les conservateurs se sont bornés à dire aux ministres : votre projet de loi est détestable ; retirez-le. Vous dites que vous voulez tenir les promesses faites par vous mineurs lors des élections. Mais il y a déjà tant d'engagements que vous avez pris et que vous ne tenez pas qu'un de plus ou de moins, cela n'a aucune importance.

Mais c'est Lloyd George qui devait livrer la grande attaque. Le terrain avait été préparé par sir Herbert Samuel, considéré maintenant comme un expert sur la question du charbon, qui avait fait une critique serrée du projet et posé des questions précises presque sous la forme d'un ultimatum. Lloyd George s'en tint donc aux généralités, aux traits essentiels, et exerga sa verve aux dépens des travaillistes. On sait que le gouvernement s'est assuré d'abord et assez péniblement l'appui de la Fédération des mineurs en ramenant la journée de travail à 7 heures et demie. Ensuite, pour vaincre la résistance des propriétaires, il leur accorda un relèvement du prix du charbon. La grand projet travailliste se réduisit donc à un vulgaire marchandage dont le consommateur fera les frais.

« Projet incroyablement mauvais ! s'écria le leader libéral ; projet incroyablement de la part d'un gouvernement travailliste. » Il poursuivit en disant que rien n'était fait pour s'attaquer aux racines mêmes de la crise, l'organisation archaïque de l'industrie minière. Ce qu'il faut, c'est rendre obligatoire le groupement des entreprises pour arriver à une exploitation rationnelle. Or, le projet est muet là-dessus. On se borne à relever le prix du charbon. C'est un projet non de travaillistes mais de propriétaires. Et, à cette occasion, il raila A. J. Cook qui en a défendu l'adoption devant la Fédération des mineurs. « Bénis soient les humbles ! » s'écria-t-il, sous l'éclat de rire général de la Chambre.

Les ministres étaient mal à l'aise devant ces critiques élogieuses que pouvait diriger contre eux un politicien plutôt déconsidéré. De plus, ils étaient furieux, car on raconte que Mac Donald, pour parer l'attaque annoncée, avait pris la peine de faire informer Lloyd George dès jeudi matin qu'il était tout disposé à accepter de larges amendements. Ils disent que, comme toujours, Lloyd George n'a eu souci que de faire des effets de tribune montrant une fois de plus qu'il est un bon démagogue.

Ce qui est sûr, c'est que le projet gouvernemental sous sa forme première est mort. Quand il reviendra devant les Communes en troisième lecture, il aura été sérieusement remanié. Mais on peut déjà dire qu'il n'en vaudra guère mieux, les travaillistes reculant toujours devant les mesures radicales qui porteraient atteinte aux privilèges de la bourgeoisie.

### Les communistes promettent...

Le Parti communiste britannique a envoyé à Staline, à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, un télégramme disant que les communistes britanniques « promettent de créer un parti de masses qui, armé d'un journal quotidien, sera en mesure de mobiliser les masses dans les luttes politiques contre le gouvernement social-fasciste de Mac Donald ». De telles promesses ne coûtent pas cher. Il n'en sera pas de même du journal. — S. B.

## PARTOUT LES MÊMES

Un camarade de Buenos-Aires écrit au *Militant* :

*Qui est cet Albert Moreau qui écrit dans le Daily Worker ? Ses articles sont invraisemblables de mensonge, d'exagération et d'ignorance. Dans le Daily Worker du 12 septembre, il écrit : « Radovitsky... entre les quatre murs de la prison Usuhaiu, à Buenos Aires ». En fait, Usuhaiu est un lieu de déportation dans la Terre de Feu, à plus de 2.000 kilomètres de Buenos-Aires. C'est comme si l'on disait : « Manille, prison de l'Etat de New-York. »*

*Et encore « les ouvriers... réclament dans de puissantes démonstrations l'élargissement de Radovitski ». Est-ce qu'en meeting d'à peu près 400 personnes est une « puissance démonstration » pour une ville de plus de 2 millions d'habitants ? Pour Sacco et Vanzetti nous avons tenu de grands meetings — 50.000 personnes pour le moins — mais jamais pour Radovitski. D'ailleurs, l'affaire de Radovitski est entièrement conduite par les anarchistes, et les communistes y ont bien peu à faire. Quant à dire que « les communistes... sont les éléments dirigeants dans ce soulèvement général. » — c'est aller un peu fort. Ni l'opposition ni le parti communiste officiel ne dirige quoi que ce soit en Amérique du Sud. Nous faisons de notre mieux, naturellement, mais c'est tout. Lénine disait que la vérité est le meilleur moyen de gagner les masses, mais toute la presse inspirée par Staline et U. C. n'est que phrases vides, mensonges et vent.*

Le cas du *Daily Worker* ici signalé n'est malheureusement pas isolé. Il serait facile de relever chaque jour dans l'*Humanité* et dans les organes analogues de tous les pays, des mensonges aussi grossiers et aussi bêtes. C'est une conséquence inévitable du bluff quotidien nécessaire pour soutenir l'agitation superféconde destinée à masquer le fond d'opportunisme de la politique stalinienne.

## Les concessions étrangères en U. R. S. S.

Le correspondant de l'*Observer* à Moscou donne des renseignements intéressants sur l'état des entreprises exploitées en U.R.S.S. par des groupes industriels étrangers.

Dans un récent discours, Rykov annonça que quelques-uns de ces concessionnaires liquidaient leurs entreprises. Le gouvernement soviétique, ajouta-t-il, ne saurait en être rendu responsable, car il s'en tient toujours aux trois règles qui régissent l'octroi des concessions : les étrangers doivent travailler avec leur propre capital ; s'abstenir de réaliser des profits excessifs ; enfin éviter tout rapport avec les éléments contre-révolutionnaires du pays.

Une enquête au comité des concessions a révélé le fait que, au cours de l'année dernière, neuf concessions ont pris fin, réduisant ainsi le nombre total des concessions de 68 à 59. Le discours de Rykov n'indique aucune modification essentielle dans l'attitude des Soviétiques à l'égard du capital étranger ; c'est un simple aversissement aux concessionnaires étrangers qui voudraient réaliser des bénéfices hors de proportion avec le capital engagé. Un représentant du comité apporta les précisions suivantes :

« Tandis que notre politique des concessions repose sur la claire reconnaissance du fait que le capital étranger doit recevoir un taux d'intérêt plus élevé que celui qu'il peut espérer recevoir dans son pays d'origine, cela ne signifie nullement que nous renonçons à imposer aucune limite aux profits qui représenteront jusqu'à 100 0/0 ou davantage du capital investi. Des concessionnaires engagés dans la fabrication d'objets manufacturés, par exemple, ont exporté en monnaie étrangère trois roubles pour chaque rouble de monnaie étrangère qu'ils avaient investis.

« On ne peut pas plus attendre de nous l'octroi d'un monopole dans ce domaine que la permission d'accroître de la sorte le prix des produits fabriqués. Si quelques concessionnaires liquident leurs entreprises soit par manque de capital soit pour toute autre raison, l'intérêt que les étrangers continuent de porter aux concessions de l'U.R.S.S. est confirmé par le fait que durant l'année dernière nous avons reçu plus de 200 demandes, dont le plus grand nombre vient de firmes américaines et allemandes. »

Les tenants des concessions sont d'ordinaire moins optimistes que les officiels du comité des concessions lorsqu'ils discutent les profits et les possibilités du capital étranger en Russie. Ils se plaignent de se heurter souvent à des délais et à des difficultés dans l'échange de leurs bénéfices en roubles contre de la monnaie étrangère et pour obtenir le remboursement en monnaie étrangère des matières premières importées par eux et payées en monnaie étrangère. Par suite, sous le système économique soviétique du contrôle de l'Etat, le concessionnaire se sent souvent à la merci de l'Etat qui est en mesure d'exercer une forte pression sur lui.

En dépit des profits énormes qui ont été indubitablement réalisés par quelques concessionnaires, notamment dans la fabrication des objets manufacturés, le rôle des concessions étrangères dans la production russe reste très faible, et, au cours des dernières années, il a tendu plutôt à diminuer qu'à s'accroître. Une forme de participation qui est maintenant vivement sollicitée est celle de l'aide technique selon laquelle les firmes étrangères fourniraient des ingénieurs et des experts pour conseiller et aider la production soviétique. Ces contrats d'aide technique ne comportent aucun investissement de capital et sont souvent un moyen d'étendre la pénétration commerciale puisque ces ingénieurs sont ainsi en mesure de recommander les machines et l'équipement des pays qui les envoient en U.R.S.S.

**Le mois économique**

**LES DIFFICULTÉS DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

On n'a pas assez remarqué les déclarations faites par M. Edge, le nouveau fondé de pouvoirs de l'impérialisme américain en France, au journal le *Temps* (14 déc.). Les voici dans leur crudité : « J'admire votre pays et je le connais. Depuis la guerre j'y suis revenu presque tous les ans, mais je sens que je ne le connais pas encore assez et j'ai l'intention, grâce au précieux concours de mon bras droit, M. Armour, de visiter méthodiquement, mais incognito, tous vos grands centres industriels. Nous avons, entre la France et l'Amérique, des questions douanières pendantes. N'est-il pas essentiel de se rendre compte, *de visu*, de la production de vos usines, des conditions de travail, des situations économiques locales pour pouvoir apprécier les arguments d'une discussion ?... »

Cela sonne magnifiquement. L'ambassadeur américain définit lui-même son rôle principal : juger la capacité des capitalistes français à régler leur dette envers l'Amérique, et surveiller de près leur activité exportatrice. Les discours sur les républiques sœurs et la liberté viendront en suite. Les déclarations en question n'ont guère été relevées par la presse bourgeoise française. Elle a avalé la pilule sans broncher.

M. Edge montre clairement à ceux qui n'en seraient pas encore persuadés que les Etats-Unis ont un droit de regard absolu dans les affaires économiques de l'Europe. Les Etats-Unis n'ont pas besoin des papperasseries de M. Poincaré ou de M. Briand pour juger l'état de l'économie française ; un coup d'œil direct de l'envoyé de M. Hoover sera plus sûr — l'œil du maître.

Le développement économique d'aucun pays impérialiste ne peut être envisagé en dehors de celui de l'Amérique, ce qui revient à souligner la domination de l'Amérique sur le marché mondial. Or le problème de la participation au marché mondial est de ceux qui ont aujourd'hui une importance déterminante pour les grands pays exportateurs, et en particulier pour la France. L'Angleterre possède encore une base de développement considérable sur le marché mondial, quoi qu'elle se réduise de jour en jour au profit de l'Amérique, l'Allemagne ruinée par le traité de Versailles, a repris depuis 1924 un développement vertigineux, qui se traduit en 1929 par une balance du commerce fortement active (non comprises les livraisons des réparations). Mais déjà un grand nombre de ses entreprises industrielles sont sous le contrôle du capital financier américain. Quant à la France, elle ne recueille qu'une faible proportion de capital américain, car ses propres disponibilités intérieures sont considérables, contrairement à la situation de l'Allemagne.

Cependant la France subit une décroissance générale de ses exportations, et par suite une diminution de sa capacité de concurrence. Nous l'avons signalée le mois dernier. L'aggravation de cet état de choses est très important, parce que l'appareil de production du capitalisme français nécessite un élargissement non seulement de la consommation intérieure, mais aussi de l'exportation. La politique de rationalisation, et l'orientation politique extérieure de l'impérialisme français est largement déterminé par cette situation particulière.

Le krach de New-York, tout en relâchant provisoirement la puissance d'attraction de Wall-Street, créant ainsi des disponibilités nouvelles dans les Bourses européennes, alarme les industriels européens. C'est qu'en effet, la restriction de la consommation intérieure aux Etats-Unis, qui arrive déjà depuis quelque temps à un point de saturation, obligera ceux-ci à se retourner vers les marchés extérieurs, à augmenter leur part de vente sur ces marchés, et à diminuer d'autant la part de leurs concurrents européens. L'œil inquisiteur de M. Edge renforcera cette impression.

**Les causes du malaise**

Au moment où Tardieu encourage la « prospérité » de la France capitaliste, un élément de malaise, déterminé par l'allure des échanges sur le marché mondial, s'installe et refroidit l'enthousiasme des industriels et financiers. Les

assurances sociales menacent d'ajouter des charges pesantes à la production. Les dégrèvements promis ne viennent pas. Il a fallu l'intervention gouvernementale pour enrayer l'affaiblissement de la Bourse. Cette crise latente se développe dans une période où le capital est abondant, où la production croît, où le chômage est insignifiant. Il est donc certain que ses causes réelles se trouvent hors de France, sur le marché mondial.

Les politiciens et économistes bourgeois ne s'y trompent pas. Pour eux le problème consiste à permettre à l'industrie de baisser ses prix de revient et pour cela il n'y a pas de nombreux moyens : il faut abaisser considérablement les charges fiscales de l'industrie, et rationaliser, c'est-à-dire diminuer les salaires. Ainsi la pression du marché mondial se traduit-elle par une offensive contre l'Etat (pour obtenir un allègement des charges fiscales) et contre le producteur, le prolétariat. Cette offensive contre l'Etat, insidieuse et encore très parlementaire, nous y assistons tous les jours. Elle traduit le déséquilibre de la démocratie bourgeoise dans la crise impérialiste d'aujourd'hui. Quant à l'offensive contre le prolétariat, c'est l'introduction des rendements élevés, les infractions généralisées à la loi de huit heures, les diminutions de salaire. Le cri d'alarme est poussé. Ainsi Georges Bonnet écrit : « Aujourd'hui — et pour quelques années encore — la trésorerie et les finances publiques sont à l'aise. Par contre, notre économie nationale est en péril, nos industries d'exportation sérieusement menacées, d'autant plus qu'une nouvelle crise se prépare dans le monde « parce que tous les pays ont tendu justement à développer sans mesure leur capacité et leur volonté d'exporter. »

**Dans les diverses industries**

L'Association nationale d'expansion économique a tenu son congrès en novembre, et ses rapporteurs se sont particulièrement appesantis sur la concurrence étrangère faite à l'industrie française. Voyons quelques-unes des branches d'industries qui ont été examinées.

1) La construction électrique a pris tout son développement depuis la guerre, 100.000 ouvriers y sont employés. La France exporte 1/10 de sa production. La concurrence vient surtout de l'Allemagne (qui fait absorber à l'Europe 78 % de sa production) de l'Angleterre, de la Suède, des Etats-Unis. La rivalité internationale dans cette branche est très tendue et les exportations françaises ont fléchi de 46 % de 1926 à 1927 ; elles n'ont repris que 11 0/0 en 1928 et 6,9 % pour les neuf premiers mois de 1929. Mais la concurrence se fait sentir en France, même où les importations n'ont fait qu'augmenter :

1925 .....	196 millions de francs
1927 .....	238 —
1928 .....	434 —
1929 (9 premiers mois)	407 —

Les exportations ont été de 450 millions de francs en 1928. L'événement vient de l'Allemagne et des Etats-Unis principalement.

2) Industrie chimique. Avant la guerre, l'Allemagne possédait une situation de monopole. Aujourd'hui quatre pays se disputent les marchés, après s'être réservés leur marché intérieur, principalement pour avoir une production autonome nécessaire à la guerre moderne. Ce sont l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et l'Angleterre, qui ont exporté en 1928 un tonnage qui représente 80 0/0 de la production mondiale. Sur ce total l'Allemagne a participé pour 2/5, l'Amérique pour 1/5, la France et l'Angleterre se partageant à peu près les deux autres cinquièmes. L'Association signale que la France commence récemment à être concurrencée sur son propre marché, et que des difficultés de plus en plus grandes lui sont faites pour ses exportations.

3) La construction mécanique. Cette branche est des plus importantes pour le commerce extérieur de la France ; elle vient en second, après les produits textiles et avant les métaux. Dans l'ordre d'importance viennent ensuite, les

produits chimiques, les vêtements, les pelletteries, les automobiles, les boissons, les céréales (et fruits, légumes), le sucre et dérivés, la papeterie, la poterie-verrerie, l'orfèvrerie-bijouterie, les combustibles, les pierres et matériaux, et les produits des fermes.

Depuis la guerre les exportations dépassaient de beaucoup les importations. Mais à partir de 1927 le mouvement contraire se dessine, particulièrement au profit de l'Allemagne.

	Import.	Export.
	(quintaux)	(quintaux)
1927 .....	1.457.212	10.581.964
1928 .....	1.728.876	10.189.976
1929 (six premiers mois)	1.413.000	5.120.000

Voici les conclusions que tire le rapporteur de l'association : « Toutes ces indications confirment : 1° que l'industrie étrangère manifeste une activité croissante sur notre propre marché ; 2° que notre commerce d'exportation se maintient difficilement, si même il ne tend pas à reculer. Pour expliquer le symptôme le plus grave de notre commerce extérieur, qui est la stagnation ou le recul des exportations, la principale raison doit être recherchée dans la hausse du coût de production qui a rejoint ou qui est sur le point de rejoindre le niveau des prix mondiaux. »

4) La métallurgie. La crise des débouchés extérieurs est particulièrement grave pour la métallurgie. En effet, l'appareil producteur du capitalisme français dans ce domaine s'est particulièrement accru après la guerre (reconstruction des régions dévastées, Alsace et Lorraine). Il a fallu immédiatement réaliser sur les marchés étrangers le placement de 9 à 10 millions de tonnes de métal, c'est-à-dire doublée par rapport à 1913.

La consommation intérieure absorbe plus de la moitié de la production actuelle des usines (170 kilogs par habitant, au lieu de 430 kilogs aux Etats-Unis). L'exportation n'a cessé de croître jusqu'en 1918 ou un certain fléchissement a eu lieu « qui révèle la difficulté éprouvée par notre industrie pour trouver à l'étranger des débouchés suffisamment larges ».

**Recrudescence des rivalités commerciales**

On assiste, dit le rapporteur, à une « recrudescence des rivalités commerciales sur des marchés tiers. Si l'on considère que de grands marchés comme la Russie et la Chine sont aujourd'hui à peu près fermés, et que certains pays, comme les Indes, le Japon et l'Australie où la sidérurgie naissait à peine en 1913, sont aujourd'hui des producteurs nouveaux, on est amené à penser que la lutte sur les marchés extérieurs n'ira pas en s'affaiblissant. Sans doute, l'entente internationale de l'acier, en réglementant la production tend-elle à modérer cette concurrence ; mais elle ne joue encore qu'en faveur des principaux producteurs européens, à l'exception de la Grande Bretagne ». Ici aussi nous voyons que la « prospérité » française a atteint un certain plafond.

Enfin, nous manquons de données précises sur l'évolution des exportations de produits textiles. Ils constituent cependant le poste le plus important des industries exportatrices, pour une somme de 15 milliards 1/2 à peu près sur un total de 43 milliards (en 1928). Grâce au développement de la production de soie artificielle, l'industrie textile a pris après la guerre un développement considérable, et il semble qu'elle aussi éprouve maintenant des difficultés sur le marché mondial. Nous en reparlerons ultérieurement.

**Le rôle des Etats-Unis**

Pour mieux faire sentir le rôle déterminant que jouent les Etats-Unis dans la concurrence internationale, nous publions ci-dessous une statistique nue mais impressionnante. Elle concerne la production d'énergie dans le monde en 1928. Cette production s'est montée à 1 mil-

Hard 960 millions de tonnes courtes (907 kgs) de charbon.

Dans ce total les diverses sources d'énergie comptent respectivement pour :

Source d'énergie	Equivalence en millions de tonnes courtes de charbon	Pourcentage
Houille .....	1.450	74 0/0
Huiles minérales .....	330	17 0/0
Houille blanche .....	114	6 0/0
Gaz naturels .....	66	3 0/0

La répartition de la quantité d'énergie produite par sources d'énergie et par continents est la suivante :

**Houille** : 1.459 millions de tonnes courtes : Europe, 51 0/0 de la production totale ; Etats-Unis, 39 0/0 ; autres pays, 10 0/0.

**Huiles minérales** : 1.323 millions de barils de 42 gallons : Etats-Unis 68 0/0 de la production totale ; Europe, 10 0/0 ; autres pays 22 0/0.

**Gaz naturels** : 1.640 milliards de pieds cubiques : Etats-Unis, 96 0/0 de la production totale ; Europe, 3 0/0 ; autres pays 1 0/0.

**Force hydraulique** : 38 millions CV : Etats-Unis : 36 0/0 de la production totale ; Europe, 38 0/0 ; autres pays, 26 0/0.

## Un parti où la confiance règne

Un de nos amis belges nous écrit :

*Notre parti communiste belge — le peu qu'il en reste — avec Jacquemotte et sa petite clique nous donne souvent des spectacles divertissants. Mais je vois que dans le parti français il se passe aussi des choses qui ne manquent pas de drôlerie. C'est la lecture, dans le numéro du 6 décembre de la Vérité, du compte rendu d'une conférence d'information qui me fait faire cette réflexion, et dans ce compte rendu la manière dont un fonctionnaire du parti parle de Doriot. Je crois que ses paroles valent d'être rappelées : « Doriot se nettoie en les salissant [les six conseillers municipaux] ; ça ne l'empêche pas d'être un Salom et nous savons qu'un Salom ce n'est qu'un Joly qui a peur... Des types comme lui, quand ils ne parlent pas, il faut leur monter sur les pieds pour qu'ils parlent. »*

*Un fonctionnaire du parti peut donc ainsi parler publiquement de Doriot. Comme l'animal, sous son franc-parler, m'a tout l'air d'un roudlard, il est même permis de penser qu'il est de même avec la direction... En tout cas, la conclusion qui s'impose c'est qu'il faut qu'un Doriot soit bien méprisé par la direction du parti pour qu'on puisse le qualifier dans une assemblée de membres du parti, de renégat en puissance. Et avec lui ce Salom qui est maintenant, si je ne me trompe, le seul conseiller municipal communiste de Paris.*

*Mais je vois que cependant Doriot péroré partout et s'il parle c'est que la direction du parti l'autorise à le faire ou plutôt que c'est elle qui le délègue : un traître honteux, sur les pieds duquel il faut marcher, peut donc représenter le parti...*

*J'ai lu aussi, il y a quelque temps, dans l'Humanité une petite note insérée en deuxième page concernant le secrétaire même du parti, Sémard. Cette note disait en substance : on raconte que Sémard est un provocateur, que c'est lui qui renseigne la police et lui permet de tomber à l'improviste dans les réunions les plus secrètes du bureau politique du parti ; mais il ne faut pas le croire, c'est un mensonge.*

*Je ne sais pas si on a jamais rien vu de semblable : le journal d'un parti être dans l'obligation de déclarer que le secrétaire de ce parti n'est pas un agent provocateur. Je me demande ce qu'en doivent penser les simples membres du parti. Je parlais au début de drôlerie, mais pourrait-on rien imaginer de plus triste ?*

Les membres du parti sont troublés et inquiets : ils sentent qu'il y a quelque chose de pourri dans la direction du parti et qu'un sérieux nettoyage est nécessaire. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre pour remettre la maison en ordre. Nous nous efforcerons de les y aider.

ABONNEZ-VOUS

FAITES-NOUS DES ABONNES

## EN CHINE

# L'anniversaire du putsch de Canton

Décembre 1927 - Décembre 1929

L'année 1927 fut porteuse pour le prolétariat chinois et du monde entier, des plus grands espoirs révolutionnaires. En Chine, la révolution grondait et menaçait le monde capitaliste dans ce qu'il a de plus sensible : les colonies. Au lieu de victoires, le prolétariat enregistra un échec.

Chaque événement apportait la preuve de l'antagonisme accru, entre le prolétariat chinois et la bourgeoisie indigène liée aux impérialismes.

Mais plus l'antagonisme devenait aigu, plus la direction responsable de M.C. s'accrochait aux basques de la bourgeoisie, et y enchaînait le prolétariat, en émoussant son arme : le parti communiste maintenu dans les cadres du parti de la bourgeoisie : le Kuomintang. Alors que le prolétariat chinois gagnait de haute lutte Hankéou, Changhaï, tandis qu'il ouvrait, en s'insurgeant, les portes de Changhaï à l'armée du Sud. Tehang-Kai-Chek lui répondit par la répression et son coup d'Etat d'avril, alors que Staline déclarait, la veille, qu'il n'était pas de meilleur révolutionnaire. Sans tirer les leçons de l'expérience, Staline s'entêta ; les communistes participèrent au gouvernement de gauche de Hankéou, celui-là même qui anéantissait la révolte paysanne du Honan. L'opposition dénonçait le péril et demandait : *N'est-il pas temps de comprendre ?*

Mais la bourgeoisie avait vaincu le prolétariat et la contre-révolution allait en s'amplifiant.

Décembre 1927. — Le 15e congrès du parti communiste russe mena la lutte contre la gauche, avec des arguments de droite, et justifia la politique criminelle menée en Chine ; et comme preuve de la vitalité de la révolution chinoise, on annonçait le 11 décembre, la constitution de la Commune de Canton, victoire qui se termina le 13 par la défaite. Le dernier carré des combattants était anéanti, persécuté. La répression fit rage. La bourgeoisie renforça son pouvoir. Canton fut une aventure, lancée en pleine défaite, par ceux-là même qui y avaient contribué. Le compriment-ils enfin ? Ils continuèrent.

Le IX<sup>e</sup> exécutif déclara que la vague révolutionnaire montait. Le 6e congrès de M. C. codifia dans son programme, la tactique mencheviste suivie, la proposant comme règle pour les autres pays.

Et maintenant ? Le récent conflit sino-russe met en lumière l'état de la lutte de classes en Chine. Discorde des généraux, provocations contre l'U.R.S.S.

Deux faits importants se dégagent de ces événements : l'absence de tout gouvernement national, et la lutte entre les généraux, lutte qui ne se limite pas uniquement à Hankéou, Moukden, mais englobe aussi les autres provinces, telles que le Kouansi et Kouantoung.

Nous insistons sur ce point parce que certains communistes ont cru, à tort, pouvoir parler de « gouvernement national » en Chine.

D'un autre côté, nous avons vu l'Humanité tenter de démontrer que les masses chinoises étaient en effervescence révolutionnaire et qu'à aucun moment cette lutte ne s'est ralentie. En ce faisant, l'Humanité emboîtait le pas aux assertions de la Pravda. C'est ainsi que nous avons pu lire dans l'Humanité du 28 novembre, une phrase où l'on affirme que les dictateurs de Hankéou, combattent le mouvement ouvrier « dont ils n'ont pu d'ailleurs endiguer l'essor ». On ne peut, avec plus d'ineoscience, donner une fausse appréciation de la lutte qui se déroule en Chine.

La situation en Chine est des plus pénibles pour le prolétariat. La politique de Staline, Marlynov y a contribué. L'attaque de Tehang-Kai-Chek démontre le désarmement et la défaite du prolétariat chinois, par une politique mencheviste à la traîne du Kuomintang, en même temps que l'anarchie actuelle de la situation en Chine, démontre l'incapacité de la bourgeoisie chinoise à réaliser l'unité économique et politique de la Chine.

Il ne faut pas perdre de vue que la situation en Chine s'exprime par le règne de la

contre-révolution, consécutive aux défaites prolétariennes, Shanghai, Ou-Han, Canton, Trois défaites qui ont assis la contre-révolution qui va en s'accroissant. Tandis que le mouvement ouvrier est anéanti nous assistons à une lutte de généraux, soutenus par différents impérialismes étrangers, notamment l'Amérique, l'Angleterre qui mènent en Chine leur lutte pour l'hégémonie du monde. La révolution agraire n'est pas résolue. Car si l'économie chinoise est féodale dans son mode d'exploitation agricole, la terre n'en est pas moins attachée à la bourgeoisie qui se l'approprie par l'usure et le fermage alors qu'elle est économiquement dominée par le capital financier mondial. A la faveur des frontières douanières à l'intérieur même de la Chine se mène la lutte entre les différents clans, aux intérêts distincts, mais dominés par la bourgeoisie mondiale. L'intervention des puissances dans le conflit sino-russe, montre l'alliance de la contre-révolution chinoise avec les impérialismes étrangers qui profitent de la division chinoise pour assoeiller leur domination coloniale, en même temps que faire prévaloir leurs intérêts capitalistes rivaux.

Après avoir saboté l'essor du mouvement prolétarien, après avoir fait une politique de soutien du Kuomintang, qui a permis à Tehang-Kai-Chek, de prendre le pouvoir, la direction de M. C. niant ses fautes, ne peut évidemment assimiler les leçons et continue à mener une politique en contradiction avec les faits.

Il est plus que jamais urgent, pour le redressement de la politique de M. C. de reconnaître les fautes commises, c'est le seul moyen de remonter le courant. La juste analyse des faits passés, permettra seule de s'orienter dans la situation présente.

Si vraiment, comme le prétendent les informations de M. C., il y a en Chine une recrudescence des mouvements grévistes, des révoltes paysannes, ces faits ne peuvent être interprétés que comme le regroupement des forces de classes. Mais quelle est la véracité de ces informations ? Car pour qu'il y ait un nouvel essor, il faudrait une amélioration économique, or en même temps qu'on nous annonce, la vivacité croissante de la classe ouvrière chinoise, on déclare aussi que le délabrement économique s'approfondit, que la crise financière est grande.

Quoi qu'il en soit nous savons fort bien que la dictature militaire qui règne en Chine pose à l'ordre du jour la question du régime politique et économique de la Chine. Mais différent est la politique à suivre selon que ce problème se pose dans une période de réaction, ou d'essor révolutionnaire.

Il faut faire profiter le prolétariat chinois des leçons des défaites révolutionnaires, pour cela il faut reconnaître les fautes criminelles commises. Il faut régler la lutte sur la situation actuelle, et combattre impitoyablement l'aventurisme. L'anniversaire du putsch de Canton, doit être l'avertissement de la politique qu'il ne faut pas faire, mais au contraire combattre,

J. JACQUES.

## LA VÉRITÉ

Hébdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

## TOUJOURS DES "TROTSKYSTES" L'EXCLUSION DE GORKIN

L'Humanité a publié, le 21 décembre, le communiqué suivant :

1) Considérant que Gorkin, ancien secrétaire de la sous-section espagnole a, de longue date, pris résolument parti pour Trotsky et le trotskysme, contre le P.C. ;

2) Considérant que Gorkin a, de son chef, et sans solliciter aucune autorisation traduit en espagnol le livre de Trotsky, « La Révolution défigurée », traduction destinée à favoriser la propagande de l'opposition trotskyste en Espagne ;

3) Considérant que Gorkin se proclame hautement solidaire des actes, des circulaires et de tout le travail de l'opposition trotskyste contre le P.C. ;

4) Considérant que son activité fractionnelle et son hostilité contre le P.C. se manifestent jusque dans des réunions publiques.

5) Considérant enfin que Gorkin se déclare résolu à persévérer dans son indiscipliné et à poursuivre par tous les moyens en son pouvoir et quoi qu'il arrive, ce qu'il appelle « le redressement du P.C. »

La C.C.C., édicte contre Gorkin la sentence d'exclusion définitive du P.C., en raison de son hostilité contre le P.C. et de son indiscipliné.

Notre camarade Gorkin avait remis à la Commission centrale de contrôle, dès le 25 novembre, une déclaration écrite dont, naturellement, l'Humanité ne souffle mot. Nous la reproduisons ci-dessous :

### Déclaration politique faite devant la commission centrale de contrôle du P.C.F. (25 novembre 1929)

On formule contre moi les accusations suivantes :

1° Avoir signé la traduction en langue espagnole du livre de Léon Trotsky : la Révolution défigurée ;

2° Avoir envoyé une circulaire aux membres du P.C. espagnol en faveur de l'opposition trotskyste ;

3° Avoir réalisé un travail de fraction au sein du P.C. espagnol depuis 1924-25.

Voici ma réponse concrète à ces accusations :

1° Je pourrais dire que traducteur attiré d'une mais n'a d'édicions avancées, fondée cette année à Madrid, j'ai traduit le livre de Trotsky comme j'ai traduit d'autres volumes littéraires ; pour gagner, en partie, ma vie ; mais cela serait lâche et contraire à la vérité qui est celle-ci : J'ai traduit le livre de Léon Trotsky parce que de la première ligne jusqu'à la dernière, je suis en complet accord avec lui et pour diffuser parmi les ouvriers la vérité contre les mensonges officiels qui étouffent la Révolution russe et l'Internationale.

Cette déclaration nette devrait suffire. Mais je tiens à donner quelques explications :

Ma sympathie envers le point de vue de Trotsky ne date pas d'aujourd'hui ; elle date de la publication de sa brochure : Cours nouveau. En mars-avril 1925 à Moscou, où j'ai assisté à l'Exécutif de l'I.C. en qualité de délégué du P.C. espagnol, je n'ai pas caché cette sympathie.

Quand Trotsky a été exilé à Alma-Ata, je me suis solidarisé avec lui et j'ai présenté la démission de tous mes postes.

On m'a relevé du poste de secrétaire de la sous-section, mais on m'a prié de rester à la direction du journal espagnol La Verdad. J'ai accepté à la condition qu'on ne publie pas une seule ligne contre l'Opposition « trotskyste ».

Tout de suite après l'exil de Trotsky à Constantinople, j'ai démissionné aussi du poste de directeur de La Verdad. Je ne pouvais pas continuer à occuper un poste bureaucratique qui liait mes mains et fermait ma bouche tandis qu'on traquait mes camarades oppositionnels.

2° Je connais l'existence à Bruxelles et au Luxembourg d'un Comité d'opposition communiste espagnol. J'ignore par quels moyens ce Comité a envoyé la circulaire en faveur de l'Opposition « trotskyste » que vous avez entre les mains. Ce n'est pas moi qui l'ai envoyée, mais, après connaissance de son contenu, je me solidarise entièrement avec elle.

3° Oui, j'ai réalisé un travail de fraction en 1924-25, contre le C.E. du P.C. espagnol qui préconisait « que dans la situation actuelle, il était impossible de rien faire et qu'il fallait attendre que la dictature tombe pour pouvoir réaliser un travail révolutionnaire ». Ce travail de fraction, je l'ai réalisé en accord avec le Bureau politique du P.C. français et le délégué de l'I.C. Il a eu son effet : le débarquement du C.C. opportuniste de Madrid, sanctionné par l'Exécutif de l'I.C. de 1925.

On m'accuse aussi d'avoir réalisé un travail de fraction en 1927-29, contre la nouvelle direction du P.C. espagnol.

Cette direction n'avait pas rempli le programme tracé en 1925 à Moscou. Je me suis trouvé en désaccord avec elle, mais je n'ai réalisé aucun travail de fraction. On donne à présent ce nom à une série de conflits surgis entre le P.C. français et le P.C. espagnol.

Dans ces conflits qui ont trouvé leur écho à Moscou, la sous-section a adopté les points de vue du P.C. français.

Quand on m'a demandé en 1928 de signer un engagement concernant mon prétendu travail fractionnel au sein du P.C. espagnol, j'ai commencé mon « papier » par ces mots : « Je m'engage à continuer à ne pas réaliser un travail de fraction au sein du P.C. espagnol... »

Ceci équivalait à reconnaître que je n'avais pas réalisé de travail de fraction et que j'étais prêt à continuer dans cette voie.

Je tiens à terminer par cette déclaration écrite, comme j'ai terminé ma déclaration orale : j'ai la conviction que mon expulsion de l'I.C. va être prononcée.

En dehors de l'I.C., je continuerai à être un militant communiste, comme continue à l'être, malgré toutes les calomnies, mon chef Léon Trotsky.

GORKIN.

### « Le parti est coupé des masses » dit le rapporteur de la région de l'Est

En vue de la conférence régionale de janvier 1930, la région de l'Est du parti vient de présenter son rapport politique et d'organisation. Soulignons que ce rapport a été adopté par le Bureau Régional élargi dans ses séances des 11 novembre et 1er décembre 1929. Tout ce qui concerne l'importance économique et politique de la région de l'Est, l'exploitation du prolétariat régional, et l'activité militariste de la bourgeoisie est sérieusement, quoique sommairement étudié. Cependant la partie la plus intéressante réside dans l'appréciation du travail politique du Parti dans cette région. Elle contredit formellement les affirmations quotidiennes de l'Humanité, et justifie en grande partie des critiques et appréciations faites par l'opposition. Il est probable que le rapporteur se rend compte des erreurs grossières commises par la direction du Parti, mais il fait partie de ce groupe de camarades qui n'osent pas s'insurger contre « l'appareil », même quand ils en comprennent tout à fait la nécessité et qui par suite ne peuvent aller au bout de leurs analyses politiques. Voici quelques extraits de cette partie du rapport :

« En 1926, au moment du déclin du Cartel, les masses de l'Est ont ressenti très vivement la faillite du libéralisme petit bourgeois associé au socialisme en décadence, et de grandes manifestations ont déferlé dans la région. Le parti communiste, faible, a laissé la démagogie fasciste des tenants du comité des forges, principal bénéficiaire de ces mouvements, qui se sont transformés en soutien de l'opération de stabilisation de la bourgeoisie. Les tentatives faibles de consolidation du mouvement de masse sur la base des usines n'ont pas permis d'arrêter le reflux continu de nos effectifs et de notre influence. (La région de l'Est en 1928

a été la seule région industrielle du pays où nous marquons une régression électorale.)

« Si nous considérons que la région de l'Est n'a fourni que très peu de cadres et que ceux-ci ont dû être importés invariablement, on se rend compte aisément que la direction régionale n'a jamais été à la hauteur de la situation. Les cadres importés n'ont pas toujours été les meilleurs, et chacun compte difficilement les échecs sur le nombre de ses doigts.

« L'ancienne direction régionale, la plus proche de nous, a laissé la région sans comité dirigeant, avec des militants inéduqués, des passifs d'administration très lourds ayant déterminé une crise de confiance dont les effets se font encore ressentir. Aucune politique d'organisation, ni de masse, n'a été poursuivie ni ébauchée, ce qui a provoqué certains courants pessimistes non encore surmontés dans les organisations qui ont survécu... »

« La direction du parti par ses appuis, les fédérations d'industrie par les leurs, n'ont pu recueillir que de très faibles résultats en raison de l'incapacité de la région de bien fixer les objectifs et d'une politique ayant en vue la conquête idéologique des masses et leur organisation. Ainsi les concours centraux ont été autant de vases d'eau déversés dans un tonneau sans fond.

« Le défaut de l'orientation du parti vers les usines, d travail conséquent dans les syndicats, ont en fait coupé le parti des larges masses et font de lui, par voie de conséquence, une organisation offerte aux coups répressifs de la bourgeoisie sans protection suffisante des ouvriers. Chaque militant comprendra qu'un parti n'étant pas présent à l'usine, présent dans toutes les luttes et ne satisfaisant pas à leurs besoins, ne peut mobiliser les masses à sa défense. Lutter pour l'existence « légale » de notre parti, faire reculer la bourgeoisie, c'est aller aux masses des usines... »

En somme, le rapporteur constate comme nous que le parti est coupé des masses et que c'est la raison pour laquelle le gouvernement peut si facilement l'atteindre. Malheureusement il se montre incapable de tirer des conclusions. Comme la direction du parti il se borne à demander un renforcement du travail dans les cellules, sans comprendre qu'il y a à cet état de choses des raisons beaucoup plus générales et lointaines. Sans compter les causes objectives qui amènent le renforcement actuel de la bourgeoisie et le fléchissement consécutif de l'aile communiste du mouvement ouvrier — il y a la politique erronée menée par toute l'I. C. depuis plusieurs années dans le monde entier, et particulièrement en France. L'absence de démocratie ouvrière, le travail mécanique, la soumission à « Moscou », le sabotage de l'action syndicale, l'étouffement de toute discussion, la corruption de l'appareil, l'abaissement progressif du niveau politique des cadres, voilà quelques-unes des raisons qui ont amené à l'isolement actuel du parti dans la classe ouvrière. Que le rapporteur pour la région de l'Est y réfléchisse : le renforcement des cellules ne tient pas aux quelques directives venues du centre, ni au nouveau groupe de dirigeants de la région — qui seront bientôt liquidés après qu'ils auront enregistré « plus d'échecs que leurs mains ne comptent de doigts » ; il tient seulement au fait de pouvoir changer entièrement le cours actuel du parti, de rassembler de nouveaux cadres, de rendre confiance à la masse par une politique saine. Et cela ne se produira que par une régression de ce qui reste de base au parti, et non par les décisions d'une demi-douzaine de bureaucrates.

#### LIVRES REÇUS :

- FR. ENGELS : La guerre des paysans en Allemagne (Éditions sociales internationales.)
- R. MONTAGNON : Grandeur et servitude socialistes (Librairie Valois.)
- Gaston RIOU : Europe, ma patrie (Librairie Valois.)
- MAX TURMANN : Le syndicalisme chrétien en France (Librairie Valois.)
- Lydia BAON : Moscou, ville rouge (Librairie Valois.)
- PANAU ISTRATT : Soviets 1929 (Éditions Rieder.)
- Manuel élémentaire du communiste (Bureau d'Éditions.)
- Deux années d'Internationale communiste des Jeunes (Bureau d'Éditions.)
- Thèses, résolutions et décisions adoptées à la X<sup>e</sup> session plénière du C.E. de l'I.C. (Bureau d'Éditions.)

# LA VIE OUVRIÈRE

## CONTRE LE TRAVAIL DE NUIT

### Un meeting des boulangers à Wagram

Le 19 décembre, le syndicat unitaire des boulangers appelait à Wagram les mitrons, paisibles en vue de lutter pour la suppression du travail de nuit. Plus d'un millier d'ouvriers étaient présents.

C'est d'abord Prévost qui montre les souffrances des ouvriers boulangers, abandonnant chaque soir, pour le fournil, leurs femmes et leurs enfants. Le lourd tribut que paient aux hôpitaux des esclaves du travail de nuit. Il rappelle la lutte que menèrent vingt ans durant, les organisations ouvrières pour le travail de jour. Ensuite, M. Fitté, président d'un syndicat patronal, partisan de la suppression du travail de nuit, intervient. L'originalité des meetings d'ouvriers boulangers, c'est qu'on y convie certains patrons. C'est là un moyen employé par le syndicat ouvrier, pour miner l'autorité du puissant syndicat patronal du quartier d'Anjou, hostile au travail de jour. Cette coutume fournit naturellement l'occasion aux majoritaires de se livrer à une démagogie féroce contre des dirigeants minoritaires du syndicat. M. Fitté montre l'égoïsme de la plupart des patrons, sacrifiant à leurs intérêts la santé de leurs ouvriers, « ces malheureux qu'on voit, au sortir des fournils, le matin, dans le miroir et dans les tramways et dont l'expression de fatigue peinte sur leur visage, fait pitié ». Il invite les ouvriers à compter surtout sur eux pour obtenir le travail de jour.

Chaussin, sévère contre la tactique des patrons qui prétendent appliquer la loi sur le travail de jour en fixant la rentrée dans les fournils à une heure du matin. Le syndicat ouvrier exigera comme heure de rentrée et conformément à la loi, quatre heures du matin. Chaussin, montre que le travail de nuit empêche le contrôle de l'application des 8 heures et du repos hebdomadaire. L'application stricte des huit heures permettrait de donner du travail au milieu de chômeurs qu'on trouve en permanence, l'hiver, dans les bureaux de placement. Ensuite ce sera Boville qui rappelle la lutte menée par la fédération, pour l'application du projet Godard sur le travail de jour. Les centaines de contraventions infligées aux patrons par l'intervention syndicale. Mais Boville pense qu'il est temps d'en finir. Le gouvernement promet toujours l'application de la loi (votée depuis 5 ans) mais en fait les patrons font ce qu'ils veulent. Il est temps d'arracher par l'action des ouvriers, le travail de jour. L'hiver paraît plus favorable à Boville, pour le détachement d'une action que l'été, période de faible travail, enfin il insiste sur la nécessité de donner, tout de suite, du travail aux chômeurs et seule l'action ouvrière le permettra.

Sur cette action, Chaussin et Boville ont indiqué que la grève de 48 heures en principe décidée pour le Noël, n'exclurait pas d'autres moyens d'action qui seront envisagés le lundi 23 à un autre meeting.

L'ordre du jour de confiance au syndicat est voté à l'unanimité.

Depuis si longtemps que les parias des fournils subissent le travail de nuit, il semble bien cette fois que l'action pour le travail de jour sera décisive.

## DANS L'EST

### 3.000 mineurs en grève dans le bassin de Briey

Dans l'important bassin de Briey, à Piennes, un mouvement commencé le 11 décembre, par 800 mineurs de fer, la plupart polonais, s'est généralisé depuis dans les localités voisines : Boulogny, la Mourrière, Joudreville, etc... 3.000 grévistes luttent pour l'obtention d'une augmentation de salaires de 5 francs par jour, pour le contrôle de la besoule, afin d'éviter les fraudes du patronat sur leur production, et pour la suppression des amendes.

La caractéristique du mouvement, c'est qu'il englobe surtout des ouvriers étrangers, la plus grande partie, polonais. C'est à une surexploitation intensive que se livre sur eux le puissant patronat de la région de Briey, leur donnant à peine de quoi subsister. Des conflits avaient éclaté avant le mouvement actuel, les mineurs polonais n'ayant pas même de quoi régler la cantine.

Naturellement, les gardes mobiles sont au service des potentats industriels de la région, provoquant les grévistes, les dispersant humblement par des patrouilles. Contre les exactions des gardes mobiles,

le député communiste Doublé est allé protester au ministère de l'Intérieur. Il a encore des illusions. Aussi voulant rattraper sa démarche, l'Humanité, nous dit qu'il ne faudra pas se faire d'illusions sur les promesses qu'on lui a faites. On la croira sans peine.

## QUI FAIT LE JEU DE JOUHAUX ?

Il faut, disent les chefs majoritaires, « extirper le réformisme des rangs de la C.G.T.U. » En attendant, il apparaît bien qu'on « extirpe » des adhérents des syndicats unitaires dont l'influence ne cesse de décliner. A Tourcoing, après le triomphe relatif des majoritaires au syndicat du textile, le courant d'autonomie devient menaçant. A Paris, dans les T.G.R.P., les élections au conseil de discipline consacrent la victoire du réformiste de combat, Jacoboud, alors que le dernier était, il y a peu de temps encore, battu aux élections prudhomales par les unitaires. La défaite du syndicat unitaire des T.G.R.P. dirigé par les minoritaires, est parfaitement explicable après les moyens employés par les majoritaires pour les battre.

Lorsque la C.G.T.U. sera réduite à sa plus simple expression, on aura certainement « extirpé le réformisme de ses rangs ». Mais alors la C.G.T. de Jouhaux, déjà notablement renforcée, le sera encore davantage, grâce aux brillants grébouilles qui dirigent la C.G.T.U.

## LA GREVE DES DOCKERS DE LA PALLICE

### Les maladresses du bureau confédéral unitaire

Le 7 décembre, les dockers de La Pallice, au nombre d'environ 350, ont quitté le travail. Un ordre du jour, voté à l'unanimité, motive ainsi leur décision :

*Devant la carence des patrons qui n'hésitent pas, sous prétexte de l'incident survenu entre des syndiqués et deux chefs des équipes, à renoncer à l'exécution des clauses du contrat collectif et des conditions de travail actuelles, le Syndicat des dockers se voit dans l'obligation de déclarer la grève sur les quais.*

Les dockers de La Pallice étant adhérents à la C.G.T., c'est Vignaud, secrétaire de la fédération confédérale des Ports et Docks, qui aide de ses « conseils » les grévistes. Et quand on pense au rôle de briseurs de grèves, joué par les chefs réformistes, notamment, au cours de la dernière grève des dockers de Nantes, on est fixé sur la qualité de leurs conseils.

La direction de la C.G.T.U., s'abstenant de tout contact avec la fédération unitaire des Ports et Docks, minoritaires, a envoyé à La Pallice, le peu sympathique Lebourcier, dont la réputation n'est guère brillante chez les dockers.

Lebourcier, mal accueilli par les grévistes de La Pallice, qui n'ont pas voulu l'entendre, n'a pas trouvé mieux (l'Humanité du 11-12-29) que d'accuser Bour et Engler, d'en être responsables, par l'envoi d'une lettre adressée au comité de grève. L'inventif Lebourcier, peu scrupuleux, a imaginé cette histoire de toute pièce. Les seules lettres qui aient été envoyées par le bureau fédéral unitaire des Ports et Docks, au sujet du conflit de La Pallice, ont été adressées aux syndicats unitaires des ports de l'Atlantique. On dit dans ces courtoiseries que :

*« Nos camarades dockers confédérés de La Pallice, après avoir été lock-outés pour avoir refusé de travailler avec deux jaunes, sont en grève. »*

*« Nous avons pour devoir impérieux, les uns et les autres, d'apporter sans préoccupation de tendances, notre solidarité la plus entière aux camarades dans le lutte. »*

*« Sans préjuger des décisions que notre C.F.N. prendra à ce sujet, nous comptons, comme première mesure de solidarité et ce, pour tous les Ports de l'Atlantique, que vous boycotterez impitoyablement tous les navires dérotés de La Pallice sur votre port. »*

On ne saurait avoir sérieusement d'autre attitude. Quant au bureau confédéral unitaire, on conviendra qu'il a une façon fort singulière d'intervenir, avec

son Lebourcier, dans la grève de La Pallice. Vignaud pourra s'en réjouir.

L'Humanité du 18 décembre avait annoncé la fin du conflit de La Pallice, mais de lendemain, elle était obligée de démentir cette nouvelle.

## LA DEFENSE DE L'« HUMANITE » ET LA FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT

L'Humanité du 26 novembre, dénonçait comme complices des gardes blancs, le bureau fédéral de l'enseignement dont l'opposition nettement communiste à la politique des majoritaires ne lui revient guère.

A propos d'une subvention pour l'Humanité, demandée par les majoritaires de l'enseignement, le bureau fédéral est à nouveau traité de « contre-révolutionnaire ».

Le bureau fédéral estimait que pour l'Humanité, il y avait lieu de faire un appel aux syndiqués. Lui-même donnait l'exemple en souscrivant. Mais les majoritaires de l'enseignement, qui ne le cèdent en rien comme fanatisme aux majoritaires des autres fédérations, estimaient que la caisse fédérale devait être mise à contribution et ils dénoncent le geste du bureau fédéral comme étant inspiré par le souci unique « de se couvrir à bon marché, devant les adhérents sincèrement révolutionnaires ». Cette appréciation est d'une stupidité rare. La façon dont le bureau fédéral de l'enseignement comprend la solidarité à l'égard de l'Humanité est de beaucoup préférable à celle des majoritaires, dont pas mal puisent dans les caisses syndicales et fédérales, sans consulter les syndiqués, et souvent alors que leurs organisations, comme aux métaux et au textile, sont dans une situation financière très difficile.

## DANS LE CANTAL

### La grève des mineurs de Champagnac-les-Mines

Depuis un mois, 800 mineurs, dont un tiers polonais, sont en grève à Champagnac-les-Mines. Odieusement exploités par une compagnie qui leur accorde 25 francs par jour, ils réclament une majoration journalière de salaire de cinq francs. De plus, ils exigent la réintégration du secrétaire et des membres du conseil du syndicat unitaire, que la compagnie, avant la grève, avait licenciés. C'était là une mesure de répression qu'elle avait prise parce que les mineurs avaient décidé, devant la rapacité patronale, de restreindre la production.

Outre les cinq francs et la réintégration des révoqués, les grévistes demandent l'établissement d'un bordereau de salaires.

Tout est mis en œuvre par la compagnie pour assurer la défaite des grévistes. Usant à la fois des menaces et des promesses, profitant de la nationalité polonaise d'une partie des grévistes, la compagnie se livre au chantage le plus châté pour leur faire réintégrer la mine. Ses larbins, gendarmes et contremaîtres portons, racolent à domicile les grévistes. Naturellement, la garde mobile, force répressive d'Etat, est sur les lieux, protégeant le capital. Une vingtaine de mineurs ont été inculpés pour entrave à la liberté du travail, par la « justice » aux ordres de la compagnie. Mentionnons aussi la présence à Champagnac d'un détachement d'escarpes de la bande à Poulanc, qui remplissent leur triste rôle de jaunes.

Le 25 novembre, la compagnie faisait paraître un communiqué par lequel elle indiquait, qu'étant donnée la volonté manifestée par un certain nombre d'ouvriers de retourner au travail, elle retirait les plaintes qu'elle avait déposées devant la justice contre les grévistes; elle promettait de ne renvoyer aucun mineur pour faits de grève et d'établir le bordereau de salaires pour le 1er janvier 1930. De plus, la compagnie faisait prévoir le retrait, « dans les limites possibles » des mesures de révoquant qu'elle avait prises contre certains ouvriers. Les promesses de la compagnie ne semblent pas avoir produit grand effet sur les grévistes; la compagnie fait le silence sur leur revendication pour les cinq francs. Le conflit persiste.

Après les échecs subis au cours de leurs dernières grèves par les mineurs des bassins du Gard et de la Loire, il sera intéressant de connaître l'issue du mouvement des mineurs de Champagnac.

## LES LIVRES

**La guerre des paysans en Allemagne**, par Fr. Engels. (Editions sociales internationales).

Cet ouvrage fut écrit par Engels en 1850. Deux ans auparavant, la révolution démocratique bourgeoise s'était déclanchée en Allemagne. Mais la bourgeoisie allemande venue trop tard dans un monde trop vieux où déjà la force prolétarienne commençait à se faire sentir, capitulait honteusement devant les princes. La bourgeoisie préférait se lier à eux que de faire des concessions aux prolétaires et paysans. Incapable d'unifier l'empire, de transformer en puissance moderne, elle devait laisser ce soin à l'absolutisme prussien. C'est en songeant à ces événements alors récents qu'Engels, utilisant les travaux de l'historien allemand Zimmermann, applique l'analyse marxiste à la célèbre révolution paysanne et démocratique de 1525.

Cet événement est intimement lié au grand mouvement bourgeois anti-féodal connu sous le nom de la Réforme. Les idéologues bourgeois ne voient dans la Réforme protestante qui, au 16<sup>e</sup> siècle, s'étendit sous des aspects divers en Allemagne, Suisse, France et Angleterre, que la lutte d'une nouvelle conception du dogme contre l'orthodoxie romaine. D'après eux, si catholiques, calvinistes ou luthériens se massacraient avec tant d'allégresse, c'était pour affirmer ou nier le principe de la présence réelle de Jésus dans l'hostie, et moins que ce ne fût une méthode de discussion pour ou contre l'incarnation sans conception : ces absurdités ne se rencontrent pas seulement dans les époques d'« obscurantisme », comme dit la bourgeoisie libérale, mais aussi dans les temps modernes dits « civilisés » où cette même bourgeoisie enseigne que l'on s'entretient pour le « droit ! ». Armé de la dialectique matérialiste, Engels va porter la hache dans l'inextricable forêt où se complaisent ces laudateurs de l'histoire bourgeoise. Il n'y a pas de guerres de religion, il n'y a que des guerres de classe. Les différences de concepts religieux dans les camps en présence ne sont que les reflets idéologiques des différences d'intérêt qui divisent les classes.

Ces reflets peuvent prendre des aspects variés au cours de l'évolution historique. La Révolution française s'est faite au nom des idées abstraites tirées du vocabulaire antique dans lequel la bourgeoisie du 18<sup>e</sup> siècle aimait à se draper. La Réforme protestante s'est faite au nom de l'Evangile contre l'apararchie et la pourriture féodale. Engels nous explique pourquoi toute idéologie même révolutionnaire, devait, au Moyen-Âge, nécessairement prendre le moule religieux. Toute la culture, même la culture scientifique monopolisée par le clergé était imprégnée de théologie.

La théologie était la seule langue compréhensible à la fois aux savants et à la grande masse du peuple. Le plus remarquable exemple nous est donné dans l'ouvrage d'Engels. Les revendications des paysans formulées en douze articles, ont un caractère nettement économique et social (suppression de la corvée, liberté de chasses, pêches, couper le bois, abaissement du taux de l'intérêt, etc...), cependant elles sont justifiées dans le texte par des versets de l'Ancien et du nouveau Testament. Les paysans voulaient montrer qu'ils étaient les véritables chrétiens et que les féodaux n'étaient que des usurpateurs.

Engels consacre de longues pages au plus illustre des chefs paysans : Thomas Munzer. D'origine cléricale, prophète du nouvel évangile, partisan d'une communauté chrétienne, Munzer avait déjà dans sa pensée dépassé le stade mystique et religieux du mouvement révolutionnaire. Sa religion n'est plus qu'une morale pratique, et Dieu pour lui, n'est que l'image d'une humanité régénérée. Munzer est presque un athée et sa haine de la propriété dont il voyait les méfaits en fait un précurseur du communisme. A l'autre pôle, se place Luther, l'initiateur de la Réforme en Allemagne. Au début, partisan de la guerre révolutionnaire contre le clergé, il a tourné casaque et s'est fait un allié de la réaction contre les paysans. Il a représenté les intérêts de la bourgeoisie des villes et de la noblesse désempoquée de s'enrichir des dépouilles du clergé mais préoccupées surtout de garder leurs privilèges devant la Révolution pébétienne et paysanne. La situation des classes sociales est longuement analysée malgré son effroyable complexité. A la campagne, on trouvait les princes, vassaux de l'empereur mais pratiquement indépendants, la noblesse et les chevaliers, ruinés à la fois par les princes et le clergé riche et puissant au milieu de ses terres, enfin au dernier degré, les paysans, les uns serfs, les autres affranchis, tous misérables et exploités. Dans les villes, au sommet était la riche

bourgeoise ou patricien, qui commandait sans partage, puis venait la petite bourgeoisie commerçante et artisanale, enfin une masse indéfinissable de miséreux, de mendiants et de vagabonds, la plèbe, résidu de la décomposition de la société féodale, germe d'où sortira, plus tard, le prolétariat. Par dessus tout, l'empereur et le pape ! Toutes ces classes aux intérêts inextricablement mêlés se groupèrent à peu près en trois grands camps, d'ailleurs très désunis et très hétérogènes : le camp conservateur fidèle à l'ordre établi comprenait la plus grande partie des princes, le clergé et les patriciens des villes, le camp bourgeois réformiste où « voisinaient » la petite noblesse et la bourgeoisie, enfin le camp révolutionnaire des paysans et de la plèbe. Il faut ajouter à cela, l'Allemagne divisée en un grand nombre de provinces hostiles les unes aux autres et strictement cloisonnées pour comprendre la complexité des problèmes politiques posés. De 1517 à 1520, sous l'influence de Luther, toutes les classes non dirigeantes firent bloc contre le clergé. A partir de 1520, devant la montée de la paysannerie, nobles et bourgeois se rallièrent à la réaction. L'insurrection de 1525 où participèrent des centaines de mille de paysans en armes dans toute l'Allemagne du centre, du Sud, l'Alsace et l'Autriche, fut trahie et écrasée par l'alliance des classes réactionnaires et des adeptes de Luther. Engels analyse les causes de la défaite des paysans. Il les trouve dans leur ignorance, leur esprit de clocher leurs divisions, certes, mais surtout dans l'état économique arriéré d'une Allemagne divisée qui ne permettait pas au pays de se développer dans les voies bourgeoises et démocratiques. Malgré tout, la papauté subit un coup terrible dans toute l'Europe centrale. La ruine du clergé hâta la décomposition du régime féodal.

Les événements de 1525 prêtent à comparaison avec ceux de 1848. Mais en 1848, ce ne sont plus les paysans qui sont vaincus mais le prolétariat. Le vainqueur c'est la Sainte Alliance des rois et empereurs. Ce n'est plus la féodalité, c'est le grand capital. Derrière lui, Engels entend les pas du prolétariat qui croît avec le capital et le suit comme une ombre.

De notre temps, ces événements nous rappellent le sort infortuné de la Révolution chinoise. Là aussi il y avait une paysannerie en armes, une plèbe innombrable dans les villes et en plus un prolétariat déjà conscient. A côté de ces forces révolutionnaires, une petite bourgeoisie flottante entre le grand capital et la Révolution. Celle-ci représentée par le Kuomintang s'est finalement retournée contre ses alliés de la veille : prolétaires et paysans, et en les écrasant, s'est écrasée elle-même ; avec l'aide bienveillante des soi-disant marxistes du comité exécutif de l'Internationale communiste.

Que se dégage-t-il du travail d'Engels ? D'abord le triomphe de l'analyse marxiste sur toutes les autres interprétations de l'histoire. Ensuite, la nécessité pour ne pas périr, que la classe révolutionnaire s'assimile les méthodes scientifiques du marxisme. Le monde actuel est peut-être moins complexe dans sa structure sociale que l'Allemagne du 16<sup>e</sup> siècle. Il n'est cependant pas aussi simple que le prétendent les forceurs de la « tactique classe contre classe ».

Des couches multiples évoluent encore entre la bourgeoisie et le prolétariat, les uns témoins fossilisés des époques disparues, les autres liés à la structure de la bourgeoisie impérialiste. Au prolétariat de distinguer ses alliés et ses adversaires, de savoir où il est, où il va.

A l'avant-garde communiste, c'est-à-dire l'opposition depuis la carence du P.C. officiel de « s'éclairer de plus en plus sur toutes les questions théoriques, de se délivrer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, appartenant aux conceptions surannées du monde et de ne jamais oublier que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être traité, c'est-à-dire étudié comme une science. La tâche consistera ensuite à répandre avec un zèle accru, parmi les masses ouvrières, les conceptions toujours plus claires, ainsi acquises et à consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et celle des syndicats. » Ces phrases de la préface d'Engels datées de 1874, l'opposition les fait siennes, contre l'abdication des partis socialistes et l'empirisme phraseur des partis communistes et de l'I.C. Notre unique ambition est de les faire passer dans le domaine de la vie et de la réalité.

Paul SIZOFF.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC  
10, cité Nys, Paris-XI<sup>e</sup> (Métro) : 73-20

## « La Lutte de Classes » se transforme et fait appel aux communistes

La renaissance du mouvement communiste en France et dans le monde entier est liée à la capacité de ce mouvement de créer ses propres organes dans tous les domaines. Dans son action et dans le développement nécessaire de sa pensée, le Parti Communiste doit assurer la parution régulière de ses journaux et de ses revues. L'agitation la plus superficielle suffit à ses dirigeants actuels pour remplir les journaux du parti. Mais aucune pensée politique n'y vit et ne s'y développe. Contre la bourgeoisie, cléricalisme ou libéralisme, réactionnaire selon la tradition ou progressiste, notre parti est incapable de mettre sur pied des revues ou journaux d'étude à parution non-quotidienne. Il ne sait pas instruire ses militants, les éduquer, ni développer leur conscience politique. Il est incapable de faire vivre un organe de discussions marxistes, c'est-à-dire scientifiques et révolutionnaires. En un mot il méprise la classe qu'il prétend servir, en ne remplissant pas la tâche qui lui incombe : compléter, renforcer et éclairer la lutte du prolétariat par l'étude indispensable des événements politiques et économiques.

Nous appelons les communistes, pour qui cette tâche continue à être une nécessité de la lutte révolutionnaire, à nous aider à la mener à bien dans la Lutte de Classes.

La Lutte de Classes sera l'organe mensuel d'éducation et de discussion théorique de l'opposition communiste. A partir du mois de janvier 1930 la Lutte de Classes paraîtra régulièrement le premier de chaque mois. Son volume et son format seront modifiés. Chaque cahier mensuel comprendra 64 pages au minimum.

La matière de nos numéros sera systématiquement suivie. Voici comment, dans l'ensemble, seront composés nos numéros. Nous publierons des études politiques, sur tous les sujets d'actualité nationale et internationale, ce sera là un de nos moyens essentiels pour forger la doctrine communiste dans la période actuelle. Aujourd'hui toute discussion politique est étouffée dans l'Internationale Communiste. La Lutte de Classes relèvera le drapeau de la critique marxiste et de la pensée communiste, posera et discutera les problèmes que l'Internationale Communiste refuse de poser, et elle affirmera la croissance de la gauche communiste. Elle épaulera l'action de la Vérité, le journal hebdomadaire de l'opposition communiste. Elle ouvrira les discussions les plus larges dans les rangs des communistes, même de tendances différentes.

Nous doublerons ce travail par la publication d'études historiques. Notre parti, non seulement sabote l'action communiste actuelle, mais aussi défigure l'action passée. Il se montre incapable d'instruire le prolétariat sur les grands événements de l'histoire passée, histoire économique et sociale, et il jette le voile sur un grand nombre d'événements capitaux dans l'histoire du mouvement communiste. Nous remédierons à cela.

Nous ferons la part aussi large qu'il sera nécessaire aux travaux d'analyse économique. C'est là une des tâches fondamentales pour des marxistes. Nous ne laisserons pas aux bureaucrates de l'I.C. le soin de nous fournir des théories de rechange, au gré des évolutions politiques de ses dirigeants. Nous saurons par nous-même ce qu'il faut penser des événements.

Nous compléterons les différents articles par des comptes rendus critiques de livres et de revues, et par une correspondance avec nos lecteurs. Ainsi chaque numéro de la revue apportera aux communistes un ensemble d'études indispensables pour suivre et approfondir le mouvement révolutionnaire.

— 0 —

VIENT DE PARAITRE :

LA LUTTE DE CLASSES  
N° 16. - Décembre 1929

Sommaire :

Après la crise ministérielle (Editorial). —  
Le développement du conflit sino-russe. —  
Résolutions de l'opposition communiste belge sur le conflit sino-russe. — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais (P. Sizoff). —  
Le parti communiste en Tchécoslovaquie.